

Déclaration préalable

Conseil supérieur de l'éducation du 12 juillet 2023



Monsieur le président, mesdames et messieurs les membres du conseil,

Le décès tragique et intolérable de Nahel, pour lequel justice doit être rendue, a généré une vague de violences qui a embrasé notre pays, impactant près de 500 communes dont près de 200 n'ayant pas de quartier relevant de la Politique de la Ville.

Notre fédération a fermement condamné les faits de violences et les atteintes aux personnes, civils comme forces de l'ordre. En effet, rien ne peut justifier les destructions et détériorations d'équipements, de mobilier urbain, de véhicules collectifs ou privés, de commerces, de services publics comme les écoles, les médiathèques, les mairies...

Notre fédération tient à saluer l'action de ses adhérents et de toutes celles et ceux qui ont engagé sur le terrain, pendant ces jours et ces nuits de violences, des initiatives de médiation, d'appel au calme et au respect des personnes et des biens...

Cette situation tragique montre l'importance d'une école publique forte qui dispose de moyens à la hauteur pour répondre aux angoisses des jeunes, ruraux comme urbains, métropolitains comme ultramarins, pour qu'ils n'aient pas comme seule perspective un avenir sombre, pour qu'ils puissent sortir d'une assignation territoriale et sociale.

Les crises sociales, environnementales, politiques et économiques que rencontre notre société n'en sont qu'à leurs débuts. Aussi, il va être indispensable de tirer de façon partagée tous les enseignements de ces heures sombres et d'y apporter des réponses concrètes, durables et structurelles en mettant le « vivre ensemble » au rang de priorité nationale.

Nous disposons toutes et tous de nombreux rapports parlementaires, de travaux de recherches... qui posent un diagnostic très concret sur les enjeux territoriaux, l'état de notre société et les enjeux éducatifs. Qui peut dire que l'on découvre les fractures sociales, les fractures territoriales qui nourrissent ces crises ?

L'école publique est un des éléments de réponse pour prévenir ces crises et il est devenu urgent, crucial, de recréer la concorde autour de l'école et de son projet. L'école publique porte un projet de société qui nous concerne toutes et tous. Il faut lui donner les moyens d'agir pour inclure tous les élèves, remettre l'école au centre du village, et lutter contre le séparatisme social et scolaire. Refaisons nation !

Au lieu de cela, nous assistons à de multiples annonces qui stigmatisent les parents, et, en particulier, les familles monoparentales. Les parents assument leur part de responsabilité, mais ont besoin du soutien de l'Etat pour accueillir et encadrer leurs enfants quand eux travaillent. Notre fédération tient et tiendra son rôle aux côtés de l'ensemble des membres de la communauté éducative pour défendre ce modèle social, lutter contre la ghettoïsation de certains quartiers, riches ou pauvres. A ce titre, nous réitérons notre alerte : il est nécessaire, de toute urgence, d'améliorer le statut

des enseignants, tant en termes financiers qu'en termes de considération portée à leur égard par nos représentants politiques et la société tout entière.

Au lieu de cela, la rentrée 2023 se prépare avec 1 500 postes en moins et des milliers d'enseignants non recrutés par voie de concours, faute de candidats.

Au lieu de cela, on entend qu'il faudrait mettre fin au recrutement des enseignants par voie de concours...

Au lieu de cela, nous entendons la Cour des comptes émettre un énième rapport pour proposer une école à la carte à l'échelle des territoires car il faudrait « désétatiser » l'école. C'est inacceptable !

Aussi, plutôt que de continuer à avoir l'ambition d'une école publique forte, on envisage de continuer à l'affaiblir pour, finalement, aller peut-être jusqu'à renoncer à l'Education nationale. C'est cela le projet de société qui se dessine pour l'école publique ? Si tel est le cas, notre fédération ne s'y résoudra pas !

Attention, le gouvernement touche là au pacte Républicain, il touche là au vivre ensemble, il construit une école qui ne peut plus tenir ses promesses et alimente le vent de colère qui mènera au pire s'il n'y a pas de sursaut !

Il est temps de reconstruire l'école publique du présent en lui permettant de faire face avec détermination et ambition aux défis qui se présentent à elle plutôt que de laisser les nostalgiques d'un passé scolaire fantasmé construire une école qui se recroqueville sur elle-même et renforce toujours plus les inégalités et le déterminisme social.

Comme hier, comme aujourd'hui et encore plus fort demain, nous sommes déterminés à faire entendre notre voix sur la question des moyens donnés à l'école, le calendrier et les rythmes scolaires, sur la place et le statut des parents, sur la lutte contre le harcèlement scolaire, sur l'adaptation du bâti scolaire aux enjeux climatiques, sur la réforme du baccalauréat...

Nous voulons construire avec toutes celles et ceux qui conçoivent l'école publique comme une solution une école où il fait bon vivre, un lieu de vie qui fasse l'honneur de notre pays plutôt que la une des médias du monde entier pour ses violences et ses émeutes.

Je vous remercie.